

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS:

Roubaix-Tourcoing: Trois mois... 13.50
> > Six mois... 26.
> > Un an... 50.
Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne,
trois mois... 15 fr.
La France et l'Etranger, les frais de poste
en sus.

Le prix des Abonnements est payable
d'avance. — Tout abonnement continue,
jusqu'à réception d'avis contraire.

BOURSE DE PARIS DU 5 JUILLET

Cours à terme de 1 h. 08 communiqués
par MM. A. MAIRE et H. BLUM, 60,
rue Richelieu, Paris.

	VALEURS	COURS DU JOUR
Rente 3 0/0.....	76 55	
Rente 5 0/0.....	114 60	
Italien 5 0/0.....	77 85	
Tarc 5 0/0.....	15 10	
Act. Nord d'Espagne.....	288 75	
Act. Gaz.....	1265 »	
Act. Banq. de Paris Pays-Bas	712 50	
Act. Mobilier Français	181 25	
Act. Lombards	171 25	
Act. Autrichiens	575 »	
Act. Mobilier Espagnol	815 »	
Act. Suez	762 50	
Act. Banque ottom.	452 50	
Obl. Egypt. unif.	278 75	
Act. Foncier France	863 75	
Délibérations Suez	» »	
Act. Saragosse	» »	
Florin d'Autriche	» »	
Emprunt Russie 1877.....	114 70	

Ces cours sont affichés chaque jour,
vers 2 h. 1/2, chez MM. A. MAIRE et
H. BLUM, 176, rue du Collège, à Roubaix

BOURSE DE PARIS

(Service gouvernemental)

	5 JUILLET
3 0/0	76 50
4 1/2	106 00
Emprunts 5 0/0	174 40

	4 JUILLET
4 0/0	76 65
3 1/2	105 75
Emprunts 5 0/0	114 70

	5 JUILLET
Actions particulières du Journal de Roubaix.	
Actions Banque de France	3160 00
Société générale	495 00
Credit foncier de France	865 00
Chemins autrichiens	570 00
Lyon	1072 00
Est	676 00
Ouest	745 00
Nord	1375 00
Midi	821 00
Suez	767 00
Péruvien	00 00
Actions Banque ottomane (ancienne)	090 00
Banque ottomane (nouvelle)	450 00
Londres court	25 12 50
Credit Mobilier	183 00
Turc	15 00

DEPECHES COMMERCIALES

New-York, 5 juillet.

Fête.

Dépêches de MM. Schlagdenhauffen et C.,
représentés à Roubaix par M. Bulteau-Grymonpre.

Havre, 5 juillet
Ventes : 400 b. Marché calme, pâlichement.

Liverpool, 5 juillet
Ventes 12,000 b. Marché fort.

New-York, 5 juillet
Férié.

Feuilleton du Journal de Roubaix
du 6 JUILLET 1878.

— 124 —

LA

CIRCASSIENNE

PAR LOUIS ENAULT

XXXVIII

Jusqu'à ce moment la princesse avait
marché à la tête de sa petite troupe,
avec une intrépidité qu'aurait pu lui
envier les plus audacieux d'entre ses
compagnons.

Mais, quand on se trouva si rapproché
du lieu de l'action que l'on put entendre
distinctement les crépitements de la
fusillade, répercutés par les échos com-
me des roulements de tonnerre, les cris de
fureur des combattants, les appels plaintifs
des femmes, qui demandaient du
secours, avec des cris et des pleurs, les
plus braves sentirent passer dans leurs
nerfs le frisson des grandes émotions ;
faut-il s'étonner si la petite main qui
s'appuyait sur le bras de Ben-Salem
éprouva un léger tremblement, et si le
coeur de la princesse battit haut dans sa
poitrine ? Disons du moins que sa mar-
che ne se relâcha point un instant, et
que parfois même, ce fut elle qui sem-
bla entraîner son compagnon.

Au moment où l'on allait pénétrer
dans la cour de l'habitation, M. de Mor-

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LÉGALES et JUDICIAIRES

ROUBAIX, le 5 JUILLET 1878

Bulletin du jour

Un fait est certain, c'est que la ré-
publique dite conservatrice s'en va tout
doucement, pour faire place à une autre
qui ne sera pas autant du goût des
conservateurs ralliés au régime actuel.
Le gouvernement n'est déjà plus le maître.

C'est le ministère Dufaure-Marcère
qui règne, mais c'est M. Gambetta qui,
gouverne. La dernière session a montré
à quel point le cabinet est sous la
tutelle du chef de la gauche. Mais M.

Gambetta lui-même n'est rien moins
qu'assuré de conserver au-delà de l'an-
née présente, sa toute puissante et
occulte dictature. Pendant que le mi-
nistère lui obéit, l'extrême gauche regimbe.
Le parti avancé travaille secrètement à
lui substituer des hommes plus sûrs et plus actifs. On voit poindre
déjà un groupe directeur, composé de
MM. Clémenceau, Floquet, et Lock-
roy, qui se prépare à remplacer l'autorité unique de M. Gambetta. Un
triomvirat à la place d'une dictature,
le radicalisme succédant à l'opportuni-
tisme : voilà ce que nous montre un
avenir prochain. Après l'Exposition,
dont le parti radical a intérêt à assurer
le succès, après les élections sénatoriales,
où il compte l'emporter, les choses
iront vite.

En attendant, M. Gambetta cherche
à maintenir son pouvoir en faisant acte
d'autorité vis-à-vis des ministres actuels
et en préparant l'arrivée au ministère de ses
créatures. Malgré son ascendant sur le cabinet,
le chef de la majorité n'a pas en
lui un instrument assez docile, assez
souple de ses volontés. D'ailleurs,
quelques-uns des ministres du 14 dé-
cembre n'appartiennent pas assez au
parti républicain pour qu'on puisse
compter en tout sur leur concours.

M. Gambetta, qui commence à se sentir débordé aura besoin d'avoir un
ministère bien à lui pour contenir et
satisfaire à la fois les exigences radicales.
Il lui faudra manœuvrer avec habileté pour conserver intact, son pouvoir
au milieu des compétitions, des
oppositions et des difficultés de toutes
sortes qu'il rencontrera à la réalisation
de ses plans ambitieux. Ni M. Dufaure,
ni M. Borel, ni même M. Bardoux ne
peuvent être ses hommes pour la partie
difficile qui lui reste à jouer à la
fois contre les conservateurs et contre les
intransigeants devant l'échéance de
1880. M. Gambetta a besoin d'une
crise ministérielle qui amènera une
modification du cabinet plus conforme
à ses vues. La querelle faite au général
Borel pour son discours à la Chambre sur la gendarmerie, l'insistance
mise à obtenir du Président du Conseil et
du Ministre de l'Intérieur un
désaveu du ministre de la guerre ; le
démembrement par la commission du
budget du ministère de l'instruction
publique, sont autant d'éléments d'une
crise ministérielle que M. Gambetta
fera éclater au moment opportun.

Du reste, toutes les occasions luisent bonnes pour arriver à ses fins. Le
ministre que nous avons vivement
combattu naguère, M. de Marcère

et M. de Kergor s'élançèrent à ses
côtés, et, chacun d'eux la prenant par
un bras, ils s'efforcèrent de passer devant elle.

Par grâce, madame, veuillez nous

laisser faire dit le marquis, vous n'aurez pas la force d'aller jusqu'au bout,

vous continuerez à marcher aussi vite.

D'ailleurs, princesse, ce n'est vraiment pas ici la place des femmes ! dit le vicomte à son tour.

Ma place est partout où l'on se bat pour ce que j'aime ! répondit fièrement madame l'impératrice, personne devant, personne derrière, messieurs ! Tous au premier rang !

Et entraînant Ben-Salem, dont elle n'avait pas encore quitté le bras :

Plus vite ! plus vite ! lui dit-elle d'une voix vibrante.

Tous se hâtaient, guidés dans ces
mêmes résines par la lucarne de deux portes et leurs fentes étroites, et qui se défendaient avec l'énergie du désespoir. Ils

savaient bien que les assaillants irrités ne leur feront point grâce de la vie après la victoire.

Au moment où Octave de Kergor, emporté par sa fougue impétueuse se précipita vers le premier côté de la maison, il aperçut un Arabe de haute taille — c'était Ali, le persécuteur de Rahel — qui, protégé par la forte saillie des montants de la porte, s'arc-bouta contre elle, et, faisant jouer son épaulé, à la façon d'un bœuf ou d'une capucine, essayait de l'enfoncer. Il y réussit, et suivit de deux ou trois autres de la partie.

Les assaillants, qui avaient suivi la

malheureuse mère essaient de défendre

ses deux filles, que trois ou quatre Arabes s'efforçaient d'arracher à son

étreinte. La violence dans ce qu'elle a de plus

horrible, la douleur, dans ce qu'elle a de plus poignard, se liait aux pieds de Rahel.

Le cœur de l'Arabe, qui venait de

l'intérieur de la maison. Il était temps

qu'il y arrivât, car une scène singulière

et pathétique se déroulait en ce

moment près de ce foyer sanglant et profond.

Poyant sous le nombril des assaillants, deux des fillettes serviteur de

Ben-Salem venaient de payer de leur

re, propagateur très inconscient de la
troisième Révolution qui s'inaugure, a
essayé de définir avant hier la République
de son rêve.

Il a chanté les litanies de l'Iôle du
Trocadéro, devant laquelle dansaient M.
Hérisson, M. de Marcère a parlé à la
Statue en poète ou en amateur. Hélas !
plus clairvoyant peut-être qu'en 1876,
il savait bien que son discours d'appartement
était menteur comme un soufflet. Il
serait prématûrement de dire : comme une épiphée !

Les républicains de la nuance de M.
de Marcère sont représentés par un
gr. M. Freppel, que les examens des
élèves de la faculté catholique d'Angers
seraient passés à Angers même, et non
au siège de la plus proche de la faculté de
l'Etat, devant le jury mixte, et M. Bardoux
n'ayant contredit à cette décision
qu'en raison des dépenses occasionnées
par le déplacement des trois ou quatre
professeurs de la faculté officielle de
Poitiers, la République Française
accuse violemment le Conseil supérieur
d'Etat de M. Freppel, que les examens des
élèves de la faculté catholique d'Angers
soient passés à Angers même, et non
au siège de la plus proche de la faculté de
l'Etat, devant le jury mixte, et M. Bardoux
n'ayant contredit à cette décision
qu'en raison des dépenses occasionnées
par le déplacement des trois ou quatre
professeurs de la faculté officielle de
Poitiers, la République Française
accuse violemment le Conseil supérieur
d'Etat de M. Freppel, que les examens des
élèves de la faculté catholique d'Angers
soient passés à Angers même, et non
au siège de la plus proche de la faculté de
l'Etat, devant le jury mixte, et M. Bardoux
n'ayant contredit à cette décision
qu'en raison des dépenses occasionnées
par le déplacement des trois ou quatre
professeurs de la faculté officielle de
Poitiers, la République Française
accuse violemment le Conseil supérieur
d'Etat de M. Freppel, que les examens des
élèves de la faculté catholique d'Angers
soient passés à Angers même, et non
au siège de la plus proche de la faculté de
l'Etat, devant le jury mixte, et M. Bardoux
n'ayant contredit à cette décision
qu'en raison des dépenses occasionnées
par le déplacement des trois ou quatre
professeurs de la faculté officielle de
Poitiers, la République Française
accuse violemment le Conseil supérieur
d'Etat de M. Freppel, que les examens des
élèves de la faculté catholique d'Angers
soient passés à Angers même, et non
au siège de la plus proche de la faculté de
l'Etat, devant le jury mixte, et M. Bardoux
n'ayant contredit à cette décision
qu'en raison des dépenses occasionnées
par le déplacement des trois ou quatre
professeurs de la faculté officielle de
Poitiers, la République Française
accuse violemment le Conseil supérieur
d'Etat de M. Freppel, que les examens des
élèves de la faculté catholique d'Angers
soient passés à Angers même, et non
au siège de la plus proche de la faculté de
l'Etat, devant le jury mixte, et M. Bardoux
n'ayant contredit à cette décision
qu'en raison des dépenses occasionnées
par le déplacement des trois ou quatre
professeurs de la faculté officielle de
Poitiers, la République Française
accuse violemment le Conseil supérieur
d'Etat de M. Freppel, que les examens des
élèves de la faculté catholique d'Angers
soient passés à Angers même, et non
au siège de la plus proche de la faculté de
l'Etat